



REPUBLIQUE DU SENEGAL

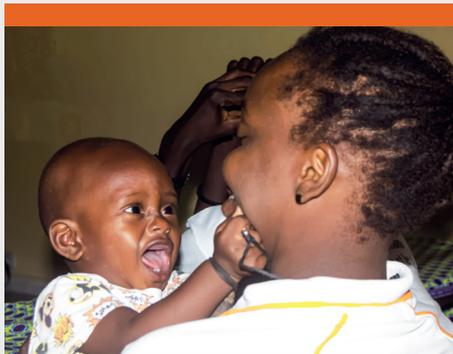
Un Peuple - Un But - Une Foi



# PASNEEG 2

Projet d'Appui à la Stratégie Nationale pour l'Équité et l'Égalité de Genre





## OBJECTIF DU PROJET

Le Projet d'Appui à la Stratégie nationale pour l'Équité et l'Égalité de Genre (**PASNEEG**) en tant qu'instrument de renforcement des efforts du gouvernement dans la réalisation de l'Équité et de l'Égalité de genre a enregistré des résultats satisfaisants dans sa phase 1, notamment dans la **systématisation du Budget sensible au Genre, les initiatives de réformes juridiques favorables à l'équité et l'égalité de genre, la lutte contre toutes les formes de violences basées sur le genre et la protection sociale des femmes et des jeunes filles vulnérables.**

Pour consolider et renforcer ces acquis, le Gouvernement italien s'est engagé pour le financement d'une seconde phase (PASNEEG II) dont l'objectif général est de **contribuer à l'atteinte de l'Objectif de Développement Durable n°5 (ODD 5) à travers la réduction des inégalités de genre au Sénégal conformément aux orientations stratégiques des politiques nationales notamment le Plan Sénégal Emergent (PSE) et la Stratégie Nationale pour l'Équité et l'Égalité de Genre (SNEEG).**



## ZONE D'INTERVENTION CONCERNÉE

### SÉDHIOU

## ENVELOPPE DES REALISATIONS



**39 999 450 F CFA**

### Plus spécifiquement, le projet vise :

1. Promouvoir et protéger les droits des femmes et des filles au Sénégal à tous les niveaux (institutionnel, juridique, judiciaire, législatif, économique, social etc.) ;
2. Promouvoir l'adoption par les communautés d'attitudes, de comportements et de pratiques favorables à la non-discrimination, à la lutte contre les inégalités de genre et à la sauvegarde de l'intégrité physique et psychologique des femmes et des filles.



## PARTENAIRES

MFPE	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Direction de la Famille et des Groupes vulnérables</li> </ul>
STD	<ul style="list-style-type: none"> <li>• SRAS</li> <li>• AEMO</li> <li>• IA</li> <li>• IME</li> <li>• Centre Conseil ADO</li> <li>• ARD</li> </ul>
OSC	<ul style="list-style-type: none"> <li>• AJS</li> <li>• RADDHO</li> <li>• ENDA JEUNESSE ACTION</li> <li>• Plateforme AFRYAN GRIL</li> </ul>
SECTEUR PRIVÉ	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La Poste</li> <li>• FINDEV</li> <li>• ICA</li> </ul>
AUTRES	<ul style="list-style-type: none"> <li>• GESTES /UGB</li> <li>• PAPSEN-PAIS</li> <li>• URAC</li> <li>• Mankoutie vision</li> <li>• Collectifs des chefs établissements (CCE)</li> <li>• Clubs de lycée</li> <li>• Communicateurs traditionnels</li> <li>• Chefs religieux et coutumiers</li> <li>• Relais communautaires (badjenou gox, APDC, parajuristes, etc.)</li> </ul>





## PRINCIPALES REALISATIONS

### 1. OFFRE DE SERVICES AUX VICTIMES DE VIOLENCE

L'installation d'une boutique de Droit constitue une contribution effective à l'éradication de tous les blocages juridiques et les pesanteurs socioculturelles qui empêchent les femmes de jouir d'une pleine citoyenneté et de libérer leurs potentialités. Elle a été réalisée en partenariat avec **l'Association des Juristes Sénégalaises (AJS)** et a permis :

- **1138** consultations juridiques dont **153** cas de violences sur femmes et enfants,
- Le Renforcement de capacités de **339** acteurs,
- La mise en relation de tous les acteurs intervenant dans la chaîne de prise en charge.



### A- INFORMATIONS SUR LA BOUTIQUE DE DROIT

<b>Date de mise en service</b>	La boutique de droit de Sédhiou a été ouverte en juin 2018
<b>Missions de la Boutique de droit</b>	<p><b>La Boutique de Droit est un espace d'accueil, d'orientation, de conseils et d'accompagnement des femmes et des filles dans la défense et l'affirmation de leurs droits.</b> Elle fournit des services gratuits aux populations, notamment aux jeunes et aux femmes selon une approche par la demande avec l'accompagnement technique de l'Association des Juristes Sénégalaises (AJS) dans le cadre du partenariat avec le PASNEEG.</p> <p>A cet effet, elle sert d'interface aux <b>Parajuristes</b> qui constituent des relais communautaires dans la sensibilisation des populations sur la lutte contre les violences basées sur le Genre et la protection des droits humains principalement ceux des femmes et des filles.</p>
<b>Catégories juridiques sur lesquelles portent les services offerts par la Boutique de droit</b>	Les catégories juridiques portent, entre autres, sur : Divorce, Séparation de corps, Successions, Répudiation, Défaut d'entretien, Etat civil, Injures et coups et blessures, Violences Conjugales, Viol, Autres Abus sexuels, Droit immobilier, Droit du travail, Droit des obligations, Droit des Sociétés, Droit des assurances, Garde enfant, Droit foncier, Droit Pénal, Droit Administratif, etc.
<b>Structures partenaires de la Boutique de droit</b>	La boutique constitue le premier niveau de sollicitation et de médiation pour le règlement des problèmes d'ordre juridique auxquels sont confrontées les populations au niveau local. Elle est appuyée par un réseau de partenaires dont des praticiens du droit (avocats, huissiers, notaires, juristes, magistrats, etc.), des services sanitaires, des services étatiques et des Organisations non gouvernementales poursuivant les mêmes objectifs que la Boutique de droit. Ainsi, certains cas peuvent être référés à ces partenaires pour une meilleure prise en charge.
<b>Autre partenaire</b>	Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme ( <b>RADDHO</b> )
<b>Statistiques</b>	<b>1.138 consultations juridiques avec 153 (13, 44%) cas de violences sur femmes et enfants.</b>

## 2. RENFORCEMENT DE CAPACITÉS

Dans la philosophie d'intervention du PASNEEG, la viabilité et la durabilité des réalisations sont sous-tendues par la création d'un environnement favorable à la protection des droits des femmes et à leur participation à la garantie de leur intégrité physique et morale.

C'est pourquoi, le renforcement des capacités, dans une logique d'appropriation et de synergie, est considéré comme un levier pour maximiser l'impact des services d'accompagnement aux victimes de VBG.

Ainsi, le Projet a pu créer une masse critique d'acteur-trice-s (institutionnel-le-s, de la société civile, du niveau communautaire etc.) impliqué-e-s et /ou pouvant être associé-e-s à la prévention des VBG, à la prise en charge des victimes ainsi à l'exercice d'élaboration de la budgétisation sensible au genre.

Dans ce cadre dans la première phase comme dans celle en cours d'exécution, le Projet a pu créer une masse critique de **339 acteur-trice-s (institutionnel-le-s, de la société civile, du niveau communautaire etc.)** impliqué-e-s et / ou pouvant être associé-e-s à la prévention des VBG, à la prise en charge des victimes ainsi à l'exercice d'élaboration de la budgétisation sensible au genre.

## RÉSUMÉ DES RÉSULTATS OBTENUS

Relais communautaires (Badjènu Gokh, parajuristes, APDC, Maris pairs, chefs religieux, pair-e-s éducateur-trice-s etc.).	<b>30 acteurs locaux</b> formés sur les droits humains et la lutte contre les violences basées sur le genre.
	<b>03 plans d'action départementaux</b> de communication sur la prévention de la violence élaborés et mis en œuvre.
Parajuristes	<b>40 parajuristes (relais issus du niveau communautaire)</b> disposent d'outils juridiques liés aux droits humains et sont aptes à accompagner les populations dans la prise en charge de leurs problèmes d'ordre juridique
Organisations de jeunes.	<b>10 jeunes, membres des structures de jeunesse</b> (ASC, Mouvement des foulards Dahiras, Clubs de lycées, Clubs des Centres Conseil Ados (CCA), etc. renforcées sur les problématiques des droits humains et de VBG et s'impliquent dans la prévention des VBG et la dénonciation des auteurs à travers l'utilisation des TIC ( <b>Facebook, Twitter, WhatsApp, Snapchat...</b> ).
	<b>30 filles leaders membres de AFRICAN GIRL</b> Sédhiou encadrées par le Centre Conseil pour adolescent-e-s (CCA)
Acteur-trice-s judiciaires	Un plan d'action sur la prévention des mariages d'enfants a été élaboré et mis en œuvre.
Acteur-trice-s sanitaires	<b>05 acteur-trice-s de la chaîne judiciaire</b> maîtrisent mieux les concepts clés relatifs aux droits humains, genre, violence basée sur le genre et leur valeur ajoutée dans leur travail et savent adopter et appliquer les attitudes, comportements et procédures adéquats dans la prise en charge des cas de violence basées sur le genre en période de paix, de catastrophe naturelle, de conflit et de post conflit.
	Un module multigrade de formation sur la prise en charge des victimes de VBG disponible
Acteur-trice-s des radios communautaires.	<b>30 parties prenantes</b> sont orientées sur la prise en charge sanitaire, le référencement et les droits des victimes et survivant-e-s de VBG en partenariat avec la <b>Cellules genre du MSAS.</b>
Jeunes artistes	<b>05 acteur-trice-s</b> de radio communautaire impliqués dans la communication sensible au genre.
Collectif des chefs d'établissement	<b>20 jeunes artistes garçons et filles</b> savent utiliser les techniques d'art urbain (art graphique et musique) pour lutter contre les VBG ;
	<b>70 Chefs d'établissements des départements</b> de Sédhiou et Bounkiling formés sur le genre, les droits humains des filles et la lutte contre les VBG (particulièrement les mariages en milieu scolaire)
	Mise en place de dispositif de prise en charge des élèves vulnérables et de prévention de la VBG et particulièrement les mariages de filles en scolarisation dans plusieurs établissements.
Élu-e-s des communes de Goudomp et Djinani	Constitution d'une solide coalition autour de la prévention des mariages d'enfants et des violences en milieu scolaire autour d'un Plan d'action élaboré par les parties prenantes dans chaque département.
	<b>82 élus dont 37 femmes</b> sont informés sur les attributions du Conseil municipal, des Commissions, du Maire, des autorités et services déconcentrés et des relations entre les organes de la commune avec les autres parties prenantes (autorités administratives, Chefs de villages/délégués de quartiers, services extérieurs etc.) ;
Comité technique régional BSG	Les connaissances et compétences des élus des deux communes dans le domaine de l'élaboration de budgets communaux participatif, transparent et inclusif sont consolidés.
	<b>15 techniciens outillés</b> pour l'intégration du genre dans les phases diagnostic, de planification/programmation et de budgétisation.

## 3. LA COMMUNICATION POUR LE CHANGEMENT DE COMPORTEMENT

Le **PASNEEG** s'est doté d'une stratégie et d'un plan de communication dans lesquels la communication pour le changement de comportement occupe une place importante. L'accent y est mis sur les droits humains, les violences faites aux femmes, l'égalité entre les hommes et les femmes et l'utilisation des services d'assistance juridique et judiciaire, psychologique et économique.

En raison de la complexité du phénomène des VBG et des discriminations, une approche participative, multisectorielle, multi-acteurs et synergique a été adoptée pour mieux garantir l'atteinte de l'égalité et l'équité de genre en vue d'un développement humain durable.

Dans ce cadre dans la première phase comme dans celle en cours d'exécution, le PASNEEG a obtenu des résultats probants au niveau institutionnel, communautaire et médiatique.



**PASNEEG 2**  
Projet d'Appui à la Stratégie Nationale pour l'Équité et l'Égalité de Genre

**Vous êtes victime de violence adressez vous à**

Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	76 200 60 67
Ministère de la Justice	77 074 00 00
Ministère de l'Éducation	77 400 74 38
Ministère de l'Énergie	76 800 60 74
Ministère de l'Environnement	77 301 42 40
Ministère de l'Économie et des Finances	77 194 76 74
Ministère de l'Équipement et des Infrastructures	77 508 00 00
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Énergie	77 420 48 02
Ministère de l'Intérieur	77 143 43 07
Ministère de l'Information et de la Communication	77 420 40 00

**Non**  
AUX VIOLENCES FAITES AUX FEMMES ET AUX FILLES

## RÉSUMÉ DES RÉSULTATS OBTENUS

### Journées Portes Ouvertes (JPO) à la Boutique de Droit

La dite activité a pu assurer la promotion et la vulgarisation de la **boutique de droit de SEDHIOU**, première dans la localité. Ainsi la sensibilisation à travers une Journée de consultations juridiques gratuites, communément appelée **Journées Portes Ouvertes (JPO)**, a permis non seulement d'orienter les populations, de proposer les solutions les plus appropriées à leurs problèmes mais aussi de leur apporter une assistance judiciaire et juridique.

### Campagne de communication sur les VBG via affichage au niveau de certains espaces scolaires

La campagne au niveau **de Vingt-quatre (24) établissements scolaires à Sédhiou et Bounkiling** a permis de :

- Toucher une cible composée du personnel éducatif, d'élèves du primaire, du moyen ainsi que du secondaire,
- Mieux faire connaître les violences et de promouvoir l'adoption par les jeunes et les adolescents et les enfants des comportements favorables à la non-discrimination et à la protection de l'intégrité physique et morale des hommes et des femmes,
- Faire comprendre le rôle central des acteurs éducatifs dans la prévention contre toutes forme de violences au niveau des communautés et des familles.

### Campagne de communication sur les VBG via affichage au niveau de certains espaces commerciales

A Sédhiou, la campagne a été effective dans (5) cinq bureaux de poste (Dianah-Malary, Goudomp, Marsassoum, Sédhiou, Tanaff). Jugée très innovante par les populations, elle a permis atteindre une grande cible à travers des images et messages qui renvoient aux différentes thématiques des violences et discriminations faites aux femmes et qui impliquent un changement de comportement positif.

### Campagne médiatique sur les VBG

A l'issue de la session de renforcement de capacités sur les droits humains et les VBG au profit des animateur-trice-s des radios communautaires, le projet a noué un partenariat avec l'URAC pour la production et la diffusion de contenus médiatiques sensibles au genre. Ainsi, **72 de spots, 90 pièces de théâtre radiophonique, 90 émissions interactives ainsi que 10 émissions en format invité** ont été diffusés, **à travers 7 radios** communautaires.

### Caravane de sensibilisation intitulée « Contre les VBG, la région Sédhiou s'engage ».

Il s'agit d'une caravane qui a sillonné les départements de **Bounkiling et de Sédhiou**. Cette activité **IECS** a permis une meilleure connaissance des structures (Services étatiques, Boutique de Droit, ONG...) intervenant dans la prise en charge des victimes de violence, ainsi qu'un **engagement communautaire** dans la prévention, la lutte contre les VBG, et la promotion des droits humains des femmes.

### Session de dialogue entre parents-enfants sur la lutte contre les mariages d'enfants.

Une plateforme d'échange s'est ainsi créée autour **25 adolescentes, 25 parents et leaders d'opinion** (01 imam de quartier, 01 badienou GOX, 01 parajuriste et quelques jeunes acteurs des OSC), l'Inspecteur régional de la Jeunesse, et Coordonnateur régional de l'Action éducative en Milieu ouvert (AEMO) qui ont affirmé leur engagement à s'investir davantage dans la lutte contre les mariages d'enfants

### Deux Mobilisation scolaire sur la lutte contre les VBG et la promotion des droits de femmes et des filles et de Marketing social au profit de jeunes filles scolarisées

Ces deux rencontres (**CEM Mamadou MANE et DIENDE**) ont été des moments fort d'échange entre élèves, parents d'élèves, leaders religieux et communautaires, Badienou Gokh et le CDPE sur les thématiques à forte prévalence dans la région (**violences sexuelles, grossesses précoces et mariages d'enfants, pauvreté, manque kit menstruels**). Elle a touché plus de **700 personnes** constituées d'élèves, d'enseignant-e-s, de leaders religieux, de parents d'élèves, de femmes leaders etc.

### Session d'animation éducative pour un changement de comportement positif

La session a permis d'obtenir les résultats suivants : (i) la mobilisation de **plus 245 personnes** composées de jeunes et de femmes (responsables de services intervenant dans la chaîne de prise en charge des violences, Badienou gox, parajuristes, et autres relais communautaires, délégués de quartier, leader religieux, et la Presse locale) ; (ii) le partage de stratégie endogène de lutte contre les mariages d'enfants et les grossesses précoces (iii) des messages d'engagement des communautés contre les mariage d'enfants et les grossesses précoces.

## 4. BUDGETISATION SENSIBLE AU GENRE DANS LES COMMUNES DE GOUDOMP ET DJINANI

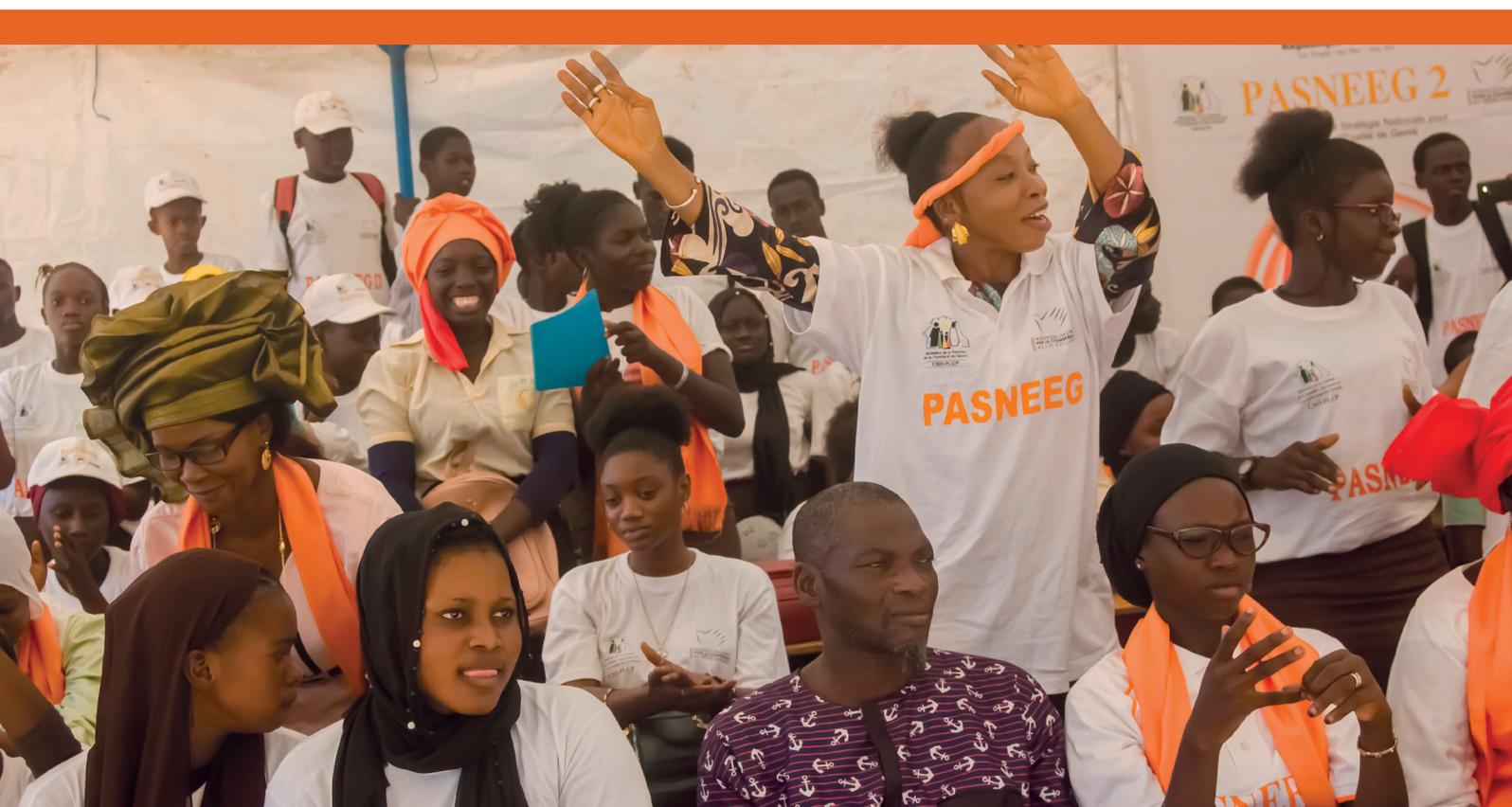
Dans une perspective de finalisation/systematisation de l'expérience menée durant la première phase en partenariat avec le Centre d'Analyse des Politiques publiques (CAPP) de l'Université de Modena, le PASNEEG II, en collaboration avec l'Agence régionale de Développement de Sédhiou (ARDS) a identifié les Communes de Goudomp et Djinani pour conduire un exercice de planification/budgétisation sensible au genre.

Dans la démarche de recherche-action pour l'implémentation de cette BSG dans les interventions des collectivités territoriales, le renforcement des capacités des différentes catégories de parties prenantes est considéré comme une étape importante notamment dans le contexte de début de mandature qui a vu les différentes instances accueillir des nouveaux conseillers.

En effet, l'utilisation d'outils innovants pour améliorer les affaires locales, le renforcement de l'implication des acteurs territoriaux en vue d'une mobilisation optimale des ressources locales, la promotion de la concertation et le développement de partenariats au sein du territoire et entre territoires sont autant de leviers pour améliorer les systèmes de gouvernance au profit d'un développement territoriale durable.

### RÉSUMÉ DES RÉSULTATS OBTENUS

Réalisations	Résultats
Partenariat avec le GESTES de l'UGB	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des outils pratiques d'intégration de la dimension genre durant toutes les phases du processus disponibles ;</li> <li>Les parties prenantes au processus (Maires des collectivités concernées, PASEN/PAIS, ARDS, PASNEEG, GESTES, Comité technique restreint (CTR), cabinets FINDEV et ICA responsables de l'élaboration des PDC de Goudomp et Djinany respectivement se sont appropriées les modalités, finalités et outils de l'exercice</li> </ul>
Organisation de huit (8) fora de zone (4 à Djinany et 4 a Goudomp)	L'identification des problèmes de développement des communes et la priorisation des solutions identifiées, en plus des autres dimensions transversales, tient compte des problématiques spécifiques aux hommes et aux femmes, aux jeunes garçons et filles.
Relecture et intégration du genre dans les documents de DPC	<b>02 DPC</b> intégrant les préoccupations programmatiques de résorption des inégalités de genre mises en exergue lors des fora communautaires sont disponibles.



Contre les **VBG,**

la jeunesse  
de **SÉDHIOU**

**S'ENGAGE !**

